

Résister au monde tel qu'il va

Le monde selon Trump, Poutine, Erdogan, Netanyahu, Khamenei ou Aliév fait peur. Un monde où la loi du plus fort s'impose au mépris de la volonté des peuples, de leurs histoires et de leurs droits. Un monde où il suffit de menacer la planète entière d'une guerre, d'augmenter les droits de douanes, de bombarder un Etat indépendant pour faire main basse sur les richesses pétrolières du Vénézuéla, les richesses minières du Groenland, les terres rares d'Ukraine, ou les mines d'or d'Artsakh. L'état de ce monde doit tous nous faire réfléchir, et nos dirigeants en premier, à notre propre attitude à l'égard de ces régimes liberticides et impérialistes. Martin Luther King avait dit : *"A la fin, nous nous souviendrons non pas des mots de nos ennemis, mais des silences de nos amis"*.

Et c'est vrai que le silence complice des démocraties européennes a une large responsabilité dans le monde tel qu'il va. Exemple : en laissant prospérer depuis 15 ans un dictateur comme Aliév, en ne le condamnant pas, en ne le sanctionnant pas, en ne le privant pas d'armes, en continuant de commercer avec lui lorsqu'il a attaqué l'Arménie et l'Artsakh, lorsqu'il a mis en place un blocus pendant 9 mois pour affamer les Artsakhites, lorsqu'il a procédé au nettoyage ethnique de l'Artsakh et de ses 120 000 habitants, elles ont démontré que la force était payante face à la lâcheté. Au mieux, pour se donner bonne conscience, ces démocraties font des discours pleins de bons sentiments et promettent un peu d'aide humanitaire. Au pire, elles tournent la tête et elles parlent de paix et de prospérité future, tout en sachant qu'elle ne viendra pas.

Mais le pire du pire dans ce monde ubuesque, c'est quand ces puissants dictateurs exigent de leurs victimes elles-mêmes, qu'elles se repentent des crimes qui ont été commis contre elles. C'est le cas avec l'Arménie.

Au nom d'une paix hypothétique avec les tenants d'une idéologie visant à l'annihilation des Arméniens, on lui demande de ne plus

parler de l'Artsakh, de ne plus peindre l'Ararat, de ne plus évoquer le Génocide des Arméniens, de ne plus parler de poursuites judiciaires internationales contre le clan Aliév. Et le pouvoir en place, incarné par le Premier ministre, non seulement l'accepte sans sourciller, mais se fait surtout l'apôtre de cette politique de l'oubli et du silence dans ce qu'il appelle *"l'idéologie de l'Arménie réelle"*.

Cela va même au-delà, car désormais quiconque s'oppose à cette politique est considéré comme un ennemi de l'Etat pouvant remettre en cause sa sécurité nationale. Cela va du Catholicos de tous les Arméniens, aux partis politiques d'opposition, aux anciens Présidents, à des blogueurs, des journalistes, des sportifs ou des citoyens lambda. Ce qui leur est promis, c'est la prison, la confiscation de leurs biens, la perte de leur emploi. Une politique de la peur destinée à obtenir le consentement par la force. Ce n'est donc pas étonnant que la Turquie via son ministre des Affaires étrangères ait annoncé clairement son soutien à Nikol Pachinian pour les prochaines élections législatives qu'il doit gagner quoi qu'il en coûte pour poursuivre cette politique. Gageons que le peuple arménien puisse donner tort à la Turquie, s'il arrive à surpasser la politique de la peur.

Et il faudrait, si on écoute les satrapes du pouvoir arménien en France, que la Diaspora arménienne, elle aussi, se mette à l'unisson du gouvernement arménien, se taise et mette de côté la Cause arménienne?

Mais pour la première fois, une diaspora, en l'occurrence en France, a le pouvoir démocratique de dire NON à cette politique mortifère, NON à l'abandon de la Cause arménienne, NON au monde où le panturquisme veut vassaliser l'Arménie avec un silence complice. Pour cela, il faudra les 6, 7 et 8 février prochain être « Unis pour l'Arménie » et le montrer le plus largement possible pour défendre une Arménie forte et indépendante qui avance dans ce monde la tête haute, fière de son Histoire, de sa culture et de son peuple. ■